



Procès-verbal de l'assemblée communale

Salle polyvalente, mardi 7 juillet 2020, 20.00 heures

<u>Présidence</u>	Antoinette Badoud, Syndique
<u>Présents</u>	49 personnes
<u>Excusés</u>	Mesdames Adrienne Eguizabal, Marie-Madeleine Beer, Véronique Chollet, Miriann Privet Messieurs Jean-Daniel Privet, Dominique Chollet, Karim Mekki, Luc Pittet, Angélo Bongiovanni
<u>Scrutateurs</u>	Madame Sylvie Brünisholz et Monsieur Guillaume Beaud
<u>Secrétaire</u>	Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

LISTE DES OBJETS A TRAITER

- 1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du mardi 10.12.2019 : celui-ci est à la disposition des personnes intéressées au bureau communal et peut être consulté sur le site internet : www.lepaquier.ch**
- 2. Comptes 2019**
 - 2.1 Présentation
 - 2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision
 - 2.3 Approbation
- 3. Renouvellement du mandat à notre fiduciaire "Multifiduciaire Fribourg S.A."**
- 4. Demande d'un crédit d'étude pour le projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de foot-déchetterie (projet "Parc du Chèrvi")**
- 5. Attribution du mandat de Maître d'ouvrage à la Commune pour le déplacement du ruisseau du Chèrvi sis sur le site de JPF Constructions SA**
- 6. Demande d'un crédit pour les modifications apportées au PAL (plan d'aménagement local) suite aux conditions d'approbation de la DAEC (Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions)**
- 7. Approbation du nouveau règlement scolaire**



8. Approbation du nouveau règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires scolaires

9. Approbation des nouveaux statuts de l'ARG (Association Régionale de la Gruyère)

10. Approbation des statuts de "Option Gruyère" (Association intercommunale pour la culture, l'enfance et la jeunesse en Gruyère)

11. Divers

Au nom du Conseil communal, la Présidente souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette assemblée communale qui a pour objet principal l'approbation des comptes 2019. Elle précise, qu'en application des dispositions de la loi sur les communes, l'Assemblée communale a été régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tous ménages, le tout au moins 10 jours à l'avance. Elle précise que l'assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi sur les Communes du 28 décembre 1981).

La Présidente indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration communale.

La Présidente demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, elle considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

La Présidente s'enquière aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Deux personnes s'annoncent. Il s'agit de Madame Priska Rauber, journaliste au journal "La Gruyère" et M. Emmanuel Dayer, chef de projet "Option Gruyère", qui présentera le point no 10 de l'ordre du jour. Les scrutateurs tiendront compte de ces deux personnes qui n'ont pas le droit de vote. La Présidente déclare que l'Assemblée peut ainsi délibérer valablement.

La Présidente excuse Madame Marie-Madeleine Beer, Madame et Monsieur Miriann et Jean-Daniel Privet, Madame et Monsieur Véronique et Dominique Chollet, Madame Adrienne Eguizabal et Messieurs Karim Mekki, Luc Pittet et Angélo Bongiovanni.

La Présidente nomme ensuite Madame Sylvie Brünisholz et Monsieur Guillaume Beaud en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Elle leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des oui et des non issus des votes. Elle rappelle aussi que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter les comptes. Elle leur précise encore



qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. La Présidente les remercie pour leur collaboration.

La Présidente demande également aux personnes qui veulent prendre la parole lors de cette Assemblée de se lever et de se présenter en indiquant leur nom et prénom.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 10 décembre 2019

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'Administration communale. La Présidente demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.

Constatant que tel n'est pas le cas, elle considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire, pour la transcription conforme des avis exprimés.

2. Compte 2019

La Présidente passe la parole à Monsieur Nicolas Gremaud, Conseiller communal en charge des finances, qui présente les principaux résultats des comptes de fonctionnement puis d'investissements 2019.

2.1. Présentation

Nicolas Gremaud débute sa présentation par le compte de fonctionnement 2019, en ne relevant que les écarts significatifs par rapport à ce qui était prévu au budget 2019.

	Comptes 2019		Budget 2019		Comptes 2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Administration	671'834.25	20'818.30	706'100.00	16'850.00	638'914.85	25'624.25
Ordre public	116'943.10	54'725.95	123'600.00	53'500.00	110'482.15	64'773.05
Enseignement et formation	1'688'144.10	95'167.80	1'717'100.00	80'100.00	1'553'139.35	70'344.70
Culte, culture et loisirs	229'824.65	22'920.25	241'100.00	23'000.00	221'109.95	22'411.20
Santé publique	484'823.25	14'013.60	492'600.00	1'200.00	457'933.60	5'500.70
Affaires sociales	622'330.05	3'023.60	603'500.00	1'300.00	606'807.10	1'316.30
Transports et communications	723'868.79	324'739.15	689'900.00	312'300.00	626'999.50	305'923.30
Protection et aménagement de l'environnement	749'646.80	606'272.45	749'500.00	625'700.00	776'954.97	648'236.70
Economie	59'627.55	4'446.30	67'300.00	800.00	61'192.95	7'188.00
Finances et impôts	1'674'388.00	7'124'971.74	585'300.00	4'713'600.00	894'002.75	4'879'204.90
Total des charges	7'021'430.54		5'976'000.00		5'947'537.17	
Total des produits		8'271'099.14		5'828'350.00		6'030'523.10
Résultat	1'249'668.60			147'650.00	82'985.93	



Administration :

Comme partout, les tâches administratives se complexifient et deviennent de plus en plus chronophages ; tout le personnel administratif peut en témoigner. D'autre part, les 1'537 heures de vacations pour l'ensemble de l'exécutif démontrent la lourdeur de la fonction.

Un apprenti devait être engagé en 2019, mais les changements intervenus à l'administration, à savoir le départ de Madame Gamboni et l'arrivée de Madame Marcuet, ont incité le Conseil Communal à reporter cet engagement au 1^{er} août de cette année. Une apprentie va ainsi rejoindre l'administration communale cet été. Les CHF 7'000.00 qui étaient prévus au budget comprennent tous les frais liés à ce nouveau poste.

La refonte du site internet, estimée à CHF 12'000.00, n'a pas encore été réalisée, d'autres priorités étant à l'ordre du jour.

Enfin, les frais d'électricité des locaux de l'administration ont été surestimés de CHF 7'000.00.

Ordre public :

Au niveau de la police du feu, le chapitre est tantôt déficitaire, tantôt bénéficiaire, et il est naturellement impossible de prédire l'avenir. Cette année, les frais d'intervention ainsi que la participation aux frais de fonctionnement du CSPI Grevin ont été moins importants que prévus et les rentrées, venant principalement des taxes d'exemption, un peu plus importantes qu'estimées. La différence est de CHF 4'000.00.

Enseignement et formation :

Nicolas Gremaud désire simplement rappeler que d'après la nouvelle loi scolaire, les parents ne sont plus obligés de participer aux frais scolaires. Cette nouvelle loi a été mise en application en cours d'année scolaire, après que le budget ait été établi. Le canton a octroyé une subvention pour le financement des fournitures et des activités scolaires. Elle se monte à CHF 9'150.00, à savoir CHF 75.00 par élève. Les charges liées concernant la participation aux dépenses de l'école obligatoire ont sensiblement augmenté, alors qu'elles ont diminué pour les écoles spécialisées. Nicolas Gremaud rappelle que toutes ces charges liées imposées ne peuvent pas être influencées par la commune.

L'accueil extrascolaire est un service dont la demande ne cesse de croître. Après avoir déduit les subventions et la participation des parents, le solde à charge de la commune s'élève à CHF 73'000.00, soit une augmentation de CHF 30'000.00 par rapport à l'année précédente. La différence de CHF 8'000.00 par rapport au budget provient essentiellement du traitement du personnel de l'accueil extrascolaire. En effet, il a fallu avoir recours à deux surveillantes pour certaines plages horaires.

Lors de l'entretien d'une partie du bâtiment scolaire, il a été constaté qu'il était urgent de peindre les extérieurs. Le coût de ces travaux, non prévus et non prévisibles, a dépassé le budget de CHF 13'500.00.

**Santé publique :**

La participation aux frais financiers des EMS hors district et un remboursement du fonds de roulement s'élèvent à CHF 9'800.00. Par contre, aucune participation n'a été demandée ni pour l'association des EMS intercommunaux de la Gruyère, ni pour l'excédent des charges d'Humilimont alors que CHF 9'100.00 étaient prévus au budget.

Affaires sociales :

La participation à l'aide pour les institutions spécialisées est encore une charge liée. Les charges s'élèvent à CHF 346'500.00 alors que le budget prévoyait CHF 328'900.00, soit une différence de CHF 17'600.00.

Les subventions aux crèches et aux mamans de jour dépendent du nombre d'enfants placés. Celui-ci a été beaucoup plus important que prévu. La différence par rapport au budget est de CHF 5'300.00 pour les crèches.

Transports et communication :

L'entretien et le nettoyage des routes communales (taille des arbres, balayage, éparage) n'ont pas nécessité autant de travaux que prévus. Par contre, le Conseil Communal a jugé nécessaire de remettre en état le chemin menant au réservoir et au pâturage de Fontanetta. La somme de CHF 12'800.00 a été nécessaire pour réaliser ces travaux. Il est à noter que la participation de la paroisse, propriétaire de la parcelle N°175, s'est élevée à CHF 3'000.00.

Les frais de signalisation (cadres pliants pour affiches, divers panneaux et balises) et de marquage de la route, en particulier celui de l'Eglise, ont dépassé le budget de CHF 6'200.00.

Certains outils utilisés par les services de l'édilité sont arrivés en fin de vie et leur remplacement a nécessité CHF 4'000.00 de plus que prévu.

Enfin, la commune met à disposition de ses citoyens et de personnes extérieures deux abonnements journaliers CFF Flexicard. Sur les 730 cartes journalières en vente, 618 ont trouvé preneur, soit un pourcentage de 84.66 %. La perte nette pour la commune s'élève à CHF 2'100.00 soit CHF 600.00 de moins que l'année précédente. Même si la commune perd de l'argent, ce service est très apprécié des citoyens !

Protection et aménagement de l'environnement :

La nouvelle loi sur les eaux impose désormais un taux de couverture obligatoire de 100 %. Grâce aux mesures liées au PIEP et à certaines rénovations qui n'ont pas été effectuées, le chapitre d'approvisionnement en eau potable est bénéficiaire de CHF 13'200.00. Le taux de couverture atteint donc 107 %. Le bénéfice du chapitre doit être attribué à une réserve obligatoire. Une bonne nouvelle ne venant jamais seule, la présence de métabolites du chlorothalonil n'a pas été décelée dans notre réseau d'eau communal.



En ce qui concerne la protection des eaux, le bénéfice est de CHF 162'0000.00, soit CHF 46'000.00 de plus que prévu. Ce bénéfice doit lui aussi être attribué à une réserve obligatoire. Cette réserve s'élève désormais à plus de CHF 1.2 millions, mais les futurs travaux de la STEP de Broc éventuellement associée à celle de Charmey absorberont rapidement cette réserve.

En ce qui concerne les ordures ménagères, Nicolas Gremaud rappelle que depuis le 01.01.2019, le chapitre est soumis à la TVA et que la taxe de base est passée de CHF 50.00 à CHF 60.00 par personne. Le chapitre est déficitaire de CHF 43'500.00 et le degré de couverture est de 70.55 %, juste supérieur au taux de couverture de 70 % imposé par la loi. Le Conseil communal proposera lors de l'assemblée 2020 des budgets un nouveau règlement établi sur la base des changements liés à la future déchetterie.

Finances et impôts :

Les rentrées fiscales ont été plus importantes que prévues. Il est à remarquer en particulier une différence de CHF 82'000.00 pour l'impôt à la source, de CHF 57'000.00 pour l'impôt sur les prestations en capital, de CHF 211'000.00 pour l'impôt sur les gains immobiliers et de CHF 82'000.00 pour l'impôt sur les successions. Par contre, les rentrées fiscales concernant les mutations ont été pour une fois moins importantes que prévues, CHF 30'000.00 au lieu des 150'000.00 budgétisés. Les différences sont sensibles pour ces impôts conjoncturels, mais ceux-ci sont non récurrents et toujours très difficiles à évaluer.

Les impôts rappelés ainsi que les impôts sur les années antérieures (revenu et fortune) ont été extraordinairement élevés cette année. En effet, le résultat exceptionnel des comptes 2019 s'explique presque uniquement par l'arrivée de très bons contribuables et par la régularisation de certaines situations fiscales !

Etant donné que le total des emprunts a diminué, celui des intérêts sur les dettes a lui aussi diminué de CHF 35'000.00.

Alors que le budget 2019 prévoyait un déficit de CHF 147'650.00, le compte de fonctionnement boucle avec un bénéfice net de CHF 1'249'668.60, après la création d'une provision de CHF 260'000.00 pour la caisse de prévoyance de l'Etat de Fribourg. En effet, le passage d'un système de primauté des prestations à celui de primauté des cotisations oblige la caisse de prévoyance de l'Etat de Fribourg à être recapitalisée. Les communes sont concernées étant donné qu'elles participent à hauteur de 50 % aux salaires des enseignants des niveaux primaire et secondaire.



Nicolas Gremaud commente ensuite le budget des **investissements 2019** à l'aide des diapositives ci-dessous et en apportant certaines explications complémentaires à certains postes.



Investissements

	Comptes 2019		Budget 2019	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Enseignement et formation				
Ecole, aménagement place de jeux	25'000.00		25'000.00	
Ancien bâtiment scolaire, réfection 3 ^{ème} étage	40'240.00		410'000.00	
Transports et communications				
Réfection tronçon Sautaux/Bois-Riant et liaison Mobul M20, subvention Mobul		11'398.00		
Réfection chemin de l'Entraide (chemin à caractère agricole)	36'405.00			
Route de Pra-Jouli, construction d'un trottoir			410'000.00	
Route des Rounè, réfection	437'300.00		480'000.00	
Aménagement parking salle polyvalente	98'361.00			
Aménagement parking salle polyvalente, subvention Mobul		3'631.00		4'800.00
Achat véhicule communal (jeep)	40'000.00		39'000.00	
Vente véhicule				6'500.00



Investissements

	Comptes 2019		Budget 2019	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Protection et aménagement de l'environnement				
Approvisionnement en eau potable				
Eau potable, mise en conformité brise-énergie Fontanetta	64'670.00		30'000.00	
Eau potable, liaison gare vers parking JPF, réfection conduite	41'900.00			
Taxes de raccordement		8'000.00		
Finances et impôts				
Immeubles/terrains du patrimoine financier				
Chalet de Pré-de-Joux Dessus, réfection	7'577.00		220'000.00	
Chalet de Pré-de-Joux Dessus, subvention cantonale		63'857.00		59'400.00
Chalet de Pré-de-Joux Dessus, participation de tiers		2'800.00		
Terrain de Villarblanchin, PAD (plan d'aménagement de détail)			52'000.00	
En Crêta, vente de terrain				1'022'000.00



Investissements

	Comptes 2019		Budget 2019	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Immeuble/s du patrimoine administratif				
Bâtiment de la gare, travaux réfection générale	288'991.15			
Total des dépenses	1'080'444.15		1'666'000.00	
Total des recettes, subventions et participations		89'686.00		1'092'700.00
Investissements nets		990'758.15		573'300.00

Ecole, aménagement place de jeux

Investissement terminé.

Ancien bâtiment scolaire, réfection 3^e étage (AES) :

Le solde de CHF 40'240.-- sur un total de CHF 410'000.-- a été dépensé en 2019.

Réfection chemin de Sautaux (Bois-Riant et liaison Mobul M20)

Il s'agit d'une subvention Mobul.

Réfection chemin de l'Entraide :

La Commune intervient à ce poste uniquement dans le rôle de "banque" afin que les maîtres d'ouvrage bénéficient des subventions étatiques. Bien entendu, la réfection de ce chemin privé n'engendrera aucun coût pour la Commune qui refacturera au Syndicat concerné l'entier de la charge.

Route de Pra-Jouli, construction d'un trottoir :

Ce poste est toujours en attente de l'échange de terrain qui doit être effectué avec les propriétaires.

Route des Rounè, réfection :

Cet investissement n'est pas tout à fait terminé. Il reste la pose d'une barrière le long du ruisseau à effectuer.

Aménagement du parking de la salle polyvalente :

Il s'agit d'un solde qui restait à investir.



Aménagement du parking de la salle polyvalente :

Il s'agit de subvention Mobul quelque peu inférieure à celle qui était prévue.

Achat véhicule communal :

Le budget est respecté. La vente de l'ancien véhicule fait l'objet d'un poste séparé (voir "Vente véhicule").

Eau potable, mise en conformité brise-énergie Fontanetta :

Nicolas Gremaud rappelle que CHF 30'000.-- supplémentaires avait été demandés à l'Assemblée pour cet investissement.

Eau potable, liaison gare vers parking JPF, réfection conduite :

Cette réfection a été jugée nécessaire lors de la réfection complète du parking de la salle polyvalente.

Chalet de Pré-de-Joux dessus, réfection :

Investissement terminé.

Chalet de Pré-de-Joux dessus, subvention cantonale :

Il s'agit d'une subvention cantonale reçue proportionnellement aux coûts totaux réels.

Chalet de Pré-de-Joux dessus, participation de tiers :

Il s'agit d'une prise en charge de coûts par le locataire.

Terrain de Villarblanchin, PAD :

Cet investissement n'a toujours pas été réalisé. Il reste à disposition pour un éventuel plan d'aménagement de détail (PAD) à réaliser par exemple pour un EMS ou autres constructions.

En Crêta, vente de terrain :

Les oppositions en cours bloquent toujours la vente de ce terrain.

Bâtiment de la gare, travaux de réfection générale :

Il s'agit des derniers travaux effectués.

Le Conseil communal propose donc des investissements nets de CHF 990'758.15.

Nicolas Gremaud passe en revue ensuite les éléments significatifs du budget des **investissements terminés en 2019** (voir diapositive ci-après).



Investissements terminés en 2019

	Budget voté		Coût final		Résultat / différence
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Bâtiment scolaire, réfection 3 ^{ème} étage	410'000.00		342'900.00		- 67'100.00
Ecole, aménagement place de jeux	25'000.00		25'000.00		0.00
Réfection tronçon de Sauthaux/Bois-Riant et liaison mobilité douce	50'000.00		57'802.00		+ 7'802.00
Parking salle polyvalente, aménagement et eau	432'200.00		467'200.00		+ 35'000.00
Achat véhicule communal jeep	39'000.00		40'000.00		+ 1'000.00
Eau potable, mise en conformité chambre brise énergie pour réservoir Fontanetta	80'000.00		67'170.00		- 12'830.00
Chalet Pré-de-Joux-Dessus, réfection	160'600.00		171'700.00		+ 11'100.00
Bâtiment de la Gare, réfection générale	1'140'000.00		1'344'000.00		+ 204'000.00

Conclusion :

L'excellente situation financière de notre commune permet d'envisager l'avenir avec sérénité. Le Conseil Communal peut ainsi se permettre de proposer des investissements pour répondre à l'augmentation de la population, en particulier par la valorisation de certaines infrastructures.

Cependant, la période est bien particulière. Si les feux semblent être au vert, nul ne peut prédire demain et encore moins après-demain. Quelles seront, pour notre commune, les conséquences du Covid-19 ? Néanmoins, notre situation reste saine et nous aidera à faire face aux conséquences découlant de cette fichue pandémie.

A moyen terme, le poids des secteurs du social et de la santé va encore s'accroître et, à court terme, la commune devrait devenir contributrice en ce qui concerne la péréquation financière.

L'Assemblée avait décidé d'une baisse des impôts pour l'année 2020 et ces derniers devaient être réaugmentés l'année prochaine. Cependant, le Conseil Communal ne manquera pas d'examiner la possibilité d'une nouvelle baisse pour l'année 2021.

Avant de conclure sa présentation, Nicolas Gremaud tient à remercier Janick Vega, Caissière communale, de sa précieuse collaboration et de ses conseils avisés, la Commission financière pour ses remarques pertinentes ainsi que tous les autres membres du personnel administratif. Il remercie également ses collègues du Conseil communal.

Il remercie l'Assemblée de son attention et se tient à disposition pour répondre à d'éventuelles questions.



La Présidente remercie Nicolas Gremaud pour sa présentation et prie M. Didier Tornare de bien vouloir communiquer le rapport de la Commission financière.

2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision

M. Didier Tornare lit le rapport de la Commission financière :

"En qualité d'organe de révision et selon les articles 98d et 98e de la loi sur les communes, la société Multifiduciaire Fribourg SA a effectué, sur mandat du Conseil Communal, l'audit des comptes annuels (bilan, compte de fonctionnement, compte d'investissements et annexes au bilan) en date des 5 et 6 mars 2020, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

Lors de la séance des comptes 2019, en date du 18 mai dernier, la Commission financière a pris connaissance de cet audit ainsi que des explications complémentaires données par Mme Janick Vega, boursière communale et M. Nicolas Gremaud, Conseiller communal responsable des finances.

Il ressort principalement de cet audit que les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation ainsi que la tenue des comptes dans leur ensemble sont effectuées de manière correcte.

Il apparaît également que les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 sont conformes aux dispositions de droit public en matière de tenue des comptes communaux.

En conséquence, la Commission financière propose à l'assemblée d'accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés et d'en donner décharge au Conseil communal.

Nous tenons à remercier Mme Janick Vega, boursière communale, pour l'excellente tenue des comptes ainsi que pour les explications détaillées données lors de la séance de la Commission financière du 18 mai dernier."

La Présidente remercie M. Didier Tornare pour son rapport et ouvre la discussion sur ce point de l'ordre du jour.

M. Francis Maillard se réjouit du bon résultat de l'exercice comptable 2019, y compris de la provision de CHF 260'000.-- qui a pu être créée en prévision de la recapitalisation de la Caisse de pension de l'Etat de Fribourg. Il profite de demander à l'Assemblée de bien réfléchir sur ce dernier point qui sera soumis en votation populaire le 27 septembre prochain. En effet, il estime que le personnel de l'Etat est surdoté en termes de 2^{ème} pilier. Il ne comprend donc pas pourquoi la population devrait encore payer 380 mios, par l'intermédiaire de ses impôts, une recapitalisation de cette caisse. Ceci représenterait un versement qu'il estime à CHF 1'500.-- pour chaque famille du canton de Fribourg. Il relève que le secteur privé a quant à lui recapitalisé ses Caisses de pension grâce aux efforts faits par chaque employé/salarié (baisse de leur salaire de 10% à 20%) et non pas grâce à des dons de l'Etat ! **La Présidente** répond que l'Assemblée de ce soir n'est bien entendu pas habilitée à remettre en question ce projet qui a été approuvé par le Grand Conseil. Elle rappelle tout de même que la décision finale appartiendra à la population fribourgeoise et qu'elle peut comprendre que les personnes du secteur privé qui ont déjà fait des importants efforts dans ce domaine puissent refuser cette recapitalisation.



Nicolas Gremaud précise que si la recapitalisation est refusée par le peuple en votation du 27.09.2020, la provision de CHF 260'000.-- sera dissoute.

2.3 Approbation

La Présidente se réjouit que les excellents résultats des comptes et les réserves qui ont pu être créées permettent à la commune de prévoir des investissements pour adapter ses structures, sujet qui sera traité sous le point 4 de l'ordre du jour.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote. Elle rappelle que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les comptes de fonctionnement et d'investissements 2019.

La Syndique remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, la Présidente souhaite à son tour témoigner sa reconnaissance à Janick Vega, estimée Caissière communale, qui a un souci constant d'une gestion rigoureuse des deniers publics. Elle s'emploie aujourd'hui à faire migrer notre système comptable vers la nouvelle gestion MCH2 qui ressemble plus à une comptabilité d'entreprise, à savoir qu'elle permet des analyses plus pointues des finances communales. L'objectif est d'appliquer ces nouvelles normes dès l'exercice 2021 et de pouvoir ainsi remettre au nouveau Conseil communal (2021-2026) ce nouveau système. Les membres actuels du Conseil communal devront s'impliquer dans ce nouveau processus pour que les inventaires demandés soient réalisés.

3. Renouvellement du mandat à notre fiduciaire « Multifiduciaire Fribourg SA »

La Présidente informe que la commune collabore depuis 3 années déjà avec Multifiduciaire Fribourg SA comme organe de révision des comptes communaux et que le Conseil communal est très satisfait de leurs prestations et conseils.

Etant donné que la loi sur les communes, art. 98 al. 2 stipule « *que la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder 6 ans consécutifs* », le Conseil communal propose donc à l'assemblée, en vertu de l'art 98 al.1 de loi sur les communes, de désigner, cas échéant de reconduire, le mandat de l'organe de révision pour un nouveau et dernier mandat de 3 ans, sur proposition de la Commission financière, soit jusqu'à la présentation des comptes 2022.



Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare lit le rapport de la Commission financière :

"Selon la loi, une ou plusieurs reconductions de mandat sont possibles, mais la durée maximale du mandat d'un organe de révision ne peut en aucun cas excéder 6 années consécutives.

Malgré le fait que le Conseil Communal ait reçu deux offres spontanées (Fiduciaire Cuennet et Fiducum), le choix de la commission financière s'est porté sur la fiduciaire actuelle, Multifiduciaire Fribourg SA, pour les raisons suivantes :

- offre claire et détaillée;
- offre correspondant aux attentes de la commission financière et de la boursière communale;
- liste sérieuse de références et société jouissant d'une bonne réputation;
- société régionale à Bulle et à Fribourg;
- prix correct en fonction des prestations fournies;
- fiduciaire donnant entière satisfaction dans son mandat actuel (déjà en place pour la vérification des comptes communaux 2017, 2018 et 2019).

Pour les différentes raisons énumérées ci-dessus, les membres de la Commission financière ont donc proposé au Conseil Communal la reconduction du mandat pour les années 2020, 2021 et 2022 avec la société Multifiduciaire Fribourg SA, soit une période supplémentaire de 3 ans, en conformité avec la loi."

Discussions :

La parole n'est pas demandée.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

<p>Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité le renouvellement du mandat à notre fiduciaire « Multifiduciaire Fribourg SA ».</p>

La Présidente remercie la Commission financière pour le travail d'analyse des offres reçues.

4. Demande d'un crédit d'étude pour le projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de foot-déchetterie (projet Parc du Chèrvi)

Présentation du projet :

La Présidente dresse tout d'abord un petit historique pour introduire le sujet.

Le réaménagement de la route cantonale est inscrit au plan d'agglomération première génération Mobul depuis 2008 déjà. Il s'agit d'abord d'un projet cantonal auquel la commune est appelée à participer pour les mesures de mobilité douce inscrites à ce projet d'agglomération, à savoir



l'entreprise JPF SA (véhicules lourds) et de la route de la gare, sans compter avec ceux provenant du parking de la salle polyvalente et de l'administration. Ces carrefours et ces entrées sur la route cantonale, de par l'augmentation de la population (+400 habitants durant ces 10 dernières années), nécessitent des mesures de sécurité renforcées.

La Présidente rappelle encore que cette route est l'axe principal depuis la sortie de la H189 vers la cité comtale de Gruyères, ce qui occasionne un trafic supplémentaire qui augmente sans cesse.

Le canton sera le maître de l'ouvrage de la route et a donné mandat au bureau d'ingénieur SD ingénierie de préparer l'avant-projet (puis le projet). La réalisation des travaux est prévue pour 2021. Grâce à l'action conjuguée du rétrécissement de la chaussée, de l'élargissement de la surface piétonne et cyclable ainsi que du déplacement du ruisseau, une belle entrée paysagère au village sera développée. Les synergies entre ces deux projets sont très intéressantes.

L'avant-projet initié par le canton démontre que le nouvel aménagement avec des pistes cyclables de 1.50 m' et un trottoir mixte côté terrain de foot de 2.70 m' ne pourra pas se faire sans emprise sur le territoire communal (estimée à env. 1 m' de large). L'emplacement est situé en zone d'intérêt général, donc destiné à recevoir des aménagements publics (terrain de foot, déchetterie). A noter que la sortie actuelle de la déchetterie ne répond pas aux normes de sécurité et de visibilité, elle ne sera donc pas autorisée telle qu'elle est aujourd'hui par le Service des ponts et chaussée (SPC). Par conséquent, le bureau SD ingénierie, mandataire de l'Etat, a proposé d'initier quelques esquisses pour revoir les espaces de cette zone classée d'intérêt général dans notre PAL et propriété de la commune. La pertinence de cette idée a séduit le Conseil communal.

A la lumière de ces éléments, le Conseil communal a donc donné mandat le Bureau Team+, urbaniste de notre commune de préparer quelques variantes possibles d'aménagement de cette zone que le Conseil communal a d'ores et déjà appelée « Parc du Chervi », du nom du ruisseau qui coulera le long de la route cantonale après son déplacement.

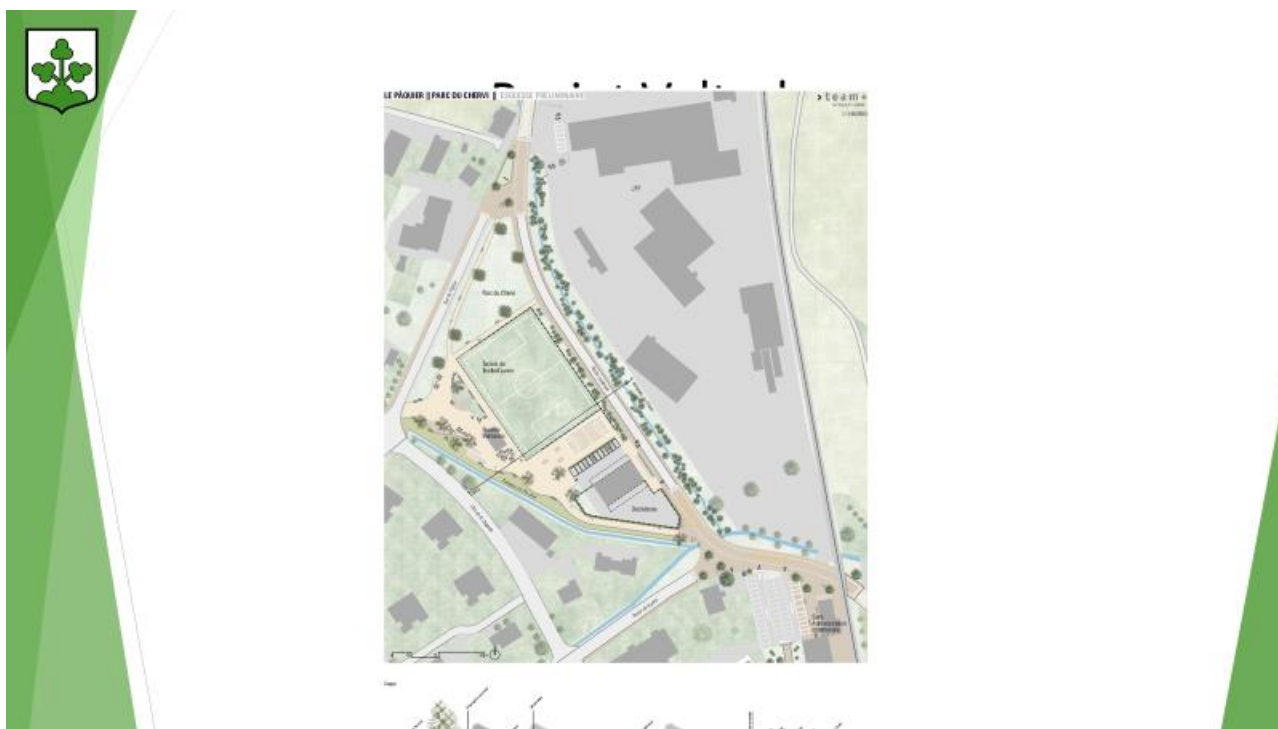
La Présidente énumère les arguments en faveur de ce réaménagement :

- Maintenir des activités sportives et ludiques pour nos jeunes et l'ensemble de la population ;
- Créer un nouveau terrain de foot utilisable toute l'année pour les entraînements et les matchs des juniors qui répond aux normes (homologué pour les matchs de juniors) ;
- Aménager un espace intergénérationnel et en faire un parc harmonieux qui participera à l'animation du village, un lieu de rencontre et de cohérence sociale ;
- Améliorer la qualité paysagère de la zone pour mettre en valeur sa position centrale et ainsi soigner l'entrée de notre village ;
- Remplacer l'actuelle buvette qui démontre des signes de vieillesse par une nouvelle buvette avec vestiaires, accessible à tous les utilisateurs du parc ;
- Aménager une mobilité douce autour du Parc, mobilité qui sera utile aux utilisateurs de la déchetterie ;
- Créer un espace de dépose (molloks) accessible 7/7 et 24/24 pour les ordures ménagères, mais aussi réaménager les espaces de la déchetterie devenus trop exigus ;



- Valoriser l'espace du ruisseau de Pra Jouli à intégrer à la qualification du parc ;
- Soigner l'intégration paysagère de la déchetterie vu sa proximité avec le village et l'espace du Parc ;

La Présidente présente le projet selon le plan ci-dessous.



Ce parc doit être en adéquation avec les besoins de notre temps et évoluer avec eux ! Il profitera à tous, du plus jeune au plus âgé, et participera activement à l'animation du village en offrant des infrastructures conviviales et modernes. C'est une chance à saisir !

Le traitement de l'entier de la zone fait sens et c'est pourquoi le Conseil communal vient vers l'Assemblée ce soir pour l'approbation des frais d'étude relatifs à ces deux projets : route cantonale et parc du Chervi.

La Présidente précise encore avant d'ouvrir la discussion que le canton subventionnera le 50% des frais d'étude pour la route. Il prendra à sa charge les frais de rénovation de la route et de la création des pistes cyclables.

Pour la route cantonale, la part des frais d'étude estimée pour la commune (mesures de mobilité douce et portes d'entrées aux deux extrémités) s'élève à CHF 34'000.-- dont une partie est déjà engagée. Pour le Parc du Chervi, les différentes esquisses de Team+ coûtent CHF 12'000.--. Le coût total est donc de CHF 46'000.--.



La Présidente ouvre la discussion.

Discussions :

M. Phillippe Gremaud demande s'il s'agit de pistes cyclables séparés de la route. Il estime que cette façon de faire est indispensable pour assurer la sécurité des cyclistes sur cette route qui ne sera pas large, surtout en cas de croisement de deux camions.

La Présidente répond qu'elles sont légèrement surélevées par rapport au niveau de la route (bordures biaises). Elle estime qu'il s'agit déjà d'une bien meilleure solution que le seul marquage jaune au sol comme c'est le cas sur la route cantonale en direction de la Tour-de-Trême. De plus, elle rappelle que les conducteurs de véhicules motorisés doivent respecter les usagers de la mobilité douce selon les règles de la circulation.

M. Patrick Clément demande si la vitesse sera toujours limitée à 50 km/h.

La Présidente répond par l'affirmative.

M. Raymond Fragnière demande si l'entrée à la déchetterie sera déplacée.

La Présidente confirme que l'entrée sera déplacée aux endroits indiqués sur le plan ci-dessus (état selon projet actuel qui peut encore évoluer).

La Présidente rappelle que les coûts des investissements relatifs à ces projets seront soumis à l'assemblée de décembre prochain avec la présentation détaillée des projets.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement cette demande d'un crédit d'étude pour le projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de foot-déchetterie (projet Parc du Chèrvi).

Plan de financement :

Nicolas Gremaud présente le plan de financement ci-après.



Plan de financement

- Coût brut total estimé : CHF 46'000.00
- Montant net à charge de la commune : CHF 46'000.00
- Couverture de la dépense : utilisation de recettes courantes
- Amortissement annuel minimal (taux 15 %) : CHF 6'900.00
- Montant net des charges de fonctionnement annuelles : CHF 6'900.00

Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 48 oui, 0 non et 1 abstention la demande d'un crédit d'étude pour le projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de foot-déchetterie (projet Parc du Chèrvi).

La Présidente remercie l'Assemblée pour la confiance accordée au Conseil communal qui mettra le plus grand soin au suivi de ces deux projets qui devraient se réaliser en 2021 si le crédit d'investissement est accepté lors de l'assemblée communale des budgets de décembre 2020.

5. Attribution du mandat de Maître de l'ouvrage à la Commune pour le déplacement du ruisseau du Chèrvi sis sur le site de JPF Constructions SA

La Présidente explique qu'à l'instar de ce qui a déjà été pratiqué par la commune (chemin du syndicat de l'Entraide), JPF Constructions SA, par son directeur M. J. Pasquier, a demandé à la commune d'être le maître de l'ouvrage pour les travaux en lien avec le déplacement du ruisseau du Chèrvi, ceci afin de pouvoir bénéficier des subventions cantonales (env. 42%). Elle précise que, par contre, il n'est pas certain que JPF SA perçoive des subventions fédérales étant donné que le nouvel aménagement du ruisseau ne respecte pas totalement les dispositions légales fédérales relatives à la largeur du lit du ruisseau.

Afin d'avoir l'assurance du financement par JPF SA, la commune a signé avec l'entreprise une convention qui en fixe les modalités. Il était important pour le Conseil communal d'avoir cette assurance avant d'accepter de piloter lesdits travaux.



La facture finale des travaux et des études sera payée par JPF SA selon la convention établie entre les deux parties. La demande et la réception des subventions ainsi que le financement de l'ensemble des travaux seront gérés par la commune. En cours de réalisation, la commune demandera des acomptes à JPF SA selon l'avancement des travaux pour qu'elle n'ait pas à avancer de l'argent. La commune fera le décompte final et n'aura aucune autre charge, si ce n'est le travail de pilotage.

Les coûts estimés des travaux se montent à CHF 250'000.-- auxquels s'ajoutent les frais d'étude de CHF 58'400.--. Les subventions cantonales attendues s'élèvent à env. 42%. L'entier des coûts est à charge de JPF SA.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement cette attribution du mandat de Maître de l'ouvrage à la Commune pour le déplacement du ruisseau du Chervi sis sur le site de JPF Constructions SA.

La Présidente ouvre la discussion.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 47 oui, 0 non et 2 abstentions l'attribution du mandat de Maître de l'ouvrage à la Commune pour le déplacement du ruisseau du Chervi sis sur le site de JPF Constructions SA.

La Syndique remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

6. Demande d'un crédit d'étude pour les modifications apportées au PAL (plan d'aménagement local) suite aux conditions d'approbation de la DAEC (Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions)

La Présidente rappelle que le PAL a été approuvé une première fois le 29.04.2014 par la DAEC, avec conditions suite à son approbation, puis différentes étapes ont encore été passées suite à différentes conditions émises.

Les retours d'examen des différents services cantonaux en octobre 2019 ont une nouvelle fois requis de nouvelles modifications, notamment de fournir un plan de stationnement. A cela ce sont ajoutées celles voulues par le Conseil communal en vue d'une meilleure intégration paysagère des constructions, notamment par le biais du RCU, à savoir d'y intégrer des références plus précises pour l'examen des demandes de permis de construire.

La Présidente passe ensuite la parole à Erika Morand qui présente ce point de l'ordre du jour à l'aide des diapositives ci-après. En préambule, elle précise qu'elle ne va pas présenter l'ensemble des



modifications apportées au PAL, car cela nécessiterait beaucoup de temps. D'ailleurs l'intégralité du dossier mis à l'enquête est à disposition sur le site internet de la commune et à l'Administration communale. Erika Morand précise qu'elle est à disposition, ainsi que la Syndique et le Secrétaire général, pour toutes questions.



Plan d'aménagement local (PAL)

Historique - cadrage :

- 2014 : approbation par la DAEC **avec conditions**
- 2016 : approbation en tenant compte des conditions émises en 2014 **avec nouvelles conditions**

Etablissement d'un dossier d'adaptations comprenant :

- Un rapport explicatif
- Divers plans (zone - directeur communal – équipements - énergie)
- Exigences du Service de la mobilité (SMo) :
 - établissement d'un concept de stationnement



Plan d'aménagement local (PAL)

Modifications apportées au règlement communal d'urbanisme (RCU) pour la zone résidentielle à faible densité (ZRFD) = intégration paysagère des constructions.

Suite de la procédure :

- 2019 : demande préalable auprès de la DAEC du dossier d'adaptations
- 3 juillet 2020 : mise à l'enquête publique du PAL
 - consultation durant 30 jours au bureau communal, site internet communal ou à la Préfecture
- Coût estimé des adaptations : CHF 50'000.00

Extension de la zone d'activité JPF

- Parcelle côté nord (nouvellement sur le territoire du Pâquier)
- Mise en zone = procédure ultérieure conjointe au permis de construire



La Présidente remercie Erika Morand de ces informations. Elle relève la complexité de toutes ces modifications que la commune doit apporter dans son PAL. Cette situation provient de la nouvelle LAT et du Plan directeur cantonal qui imposent des éléments contraignants aux communes et qui restreignent leur marge d'autonomie, ce qui est regrettable.

Elle rappelle que tous ces travaux ont nécessité de nombreuses heures de travail de notre urbaniste (élaboration de plans, de dossiers, etc) pour mettre notre PAL en conformité. Ceux-ci ont généré des coûts supplémentaires d'environ CHF 50'000.-, coûts qui s'ajoutent à ceux déjà engagés jusqu'à aujourd'hui qui sont de l'ordre de CHF 214'000.--. Elle rappelle que le premier mandat relatif au PAL a été attribué en 2007 déjà ! La révision d'un PAL est donc extrêmement longue.

La Présidente ouvre la discussion.

Discussion :

La parole n'est pas demandée.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement cette demande d'un crédit d'étude pour les modifications apportées au PAL (plan d'aménagement local) suite aux conditions d'approbation de la DAEC (Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions).

Plan de financement :

Nicolas Gremaud présente le plan de financement ci-dessous.



Plan de financement (PAL)

- Coût brut total estimé : CHF 50'000.00
- Montant net à charge de la commune : CHF 50'000.00
- Couverture de la dépense : utilisation de recettes courantes
- Amortissement annuel minimal (taux 15 %) : CHF 7'500.00
- Montant net des charges de fonctionnement annuelles : CHF 7'500.00



Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 44 oui, 0 non et 5 abstentions la demande d'un crédit d'étude de CHF 50'000.-- pour les modifications apportées au PAL (plan d'aménagement local) suite aux conditions d'approbation de la DAEC (Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions).

La Syndique remercie l'Assemblée. Elle espère qu'il s'agit de la dernière fois que le Conseil communal doit venir devant l'Assemblée pour des modifications du PAL !

7. Approbation du nouveau règlement scolaire

La Présidente passe immédiatement la parole à Antje Bisaz qui présente les principaux points de ce nouveau règlement à l'aide des diapositives ci-dessous. Elle rappelle que ce règlement est établi sur la base d'un règlement-type fourni par la DICS (Direction de l'Instruction publique, de la Culture et du Sport). Le minimum d'adaptations a été fait afin de correspondre aux besoins de notre commune.



Approbation nouveau règlement scolaire

Sur la base

- de la Loi sur la scolarité obligatoire (LS) du 9 septembre 2014
- du Règlement de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS) du 19 avril 2016
- de l'Arrêt du Tribunal Fédéral du 7 décembre 2017





Transports scolaires

Art.17 LS et art.10-18 RLS



- Le Conseil communal **organise** et **finance** les transports scolaires
 - Transports sont gratuits
 - Conseil communal assure la sécurité



Transports en véhicule privé

Si la commune **décide d'indemniser** les parents pour un transport privé :

- CHF 0.50 par kilomètre
- Maximum CHF 2'000.00 par année scolaire



Une indemnisation est due aux parents qui habitent à une distance de plus de 2.5 km de l'école.



Sécurité sur le chemin de l'école

- Les élèves se rendent en principe **à pied** à l'école
- Les élèves peuvent se servir de leur bicyclette
 - Sous la responsabilité des parents



Respect matériel, mobilier, locaux, installations, bus scolaire

Réparation de tout dommage

- Causé de manière illicite par les élèves

Tâche éducative adaptée

- Pour des dommages causés intentionnellement
- En dehors des heures de classe
- Durée maximale de 18 heures par infraction
- Sous la responsabilité de la commune





Contribution frais de repas lors des activités scolaires

CHF 16.00 au maximum

Une contribution peut être demandée aux parents pour couvrir les frais de repas lors

- des journées sportives
- des activités culturelles
- des excursions
- des camps



Cette situation découle de la décision du Tribunal fédéral du 07.12.2017 qui stipule que l'école est gratuite pour les parents et les élèves, à l'exception des repas lors des activités scolaires.



Fréquentation autre cercle scolaire

Pour des raisons de langue

- Le Conseil communal perçoit une participation auprès des parents
 - montant effectif demandé par le cercle scolaire d'accueil
 - maximum CHF 3'000.00 par élève et par année scolaire (à partir de la rentrée 2020)
 - si l'école est la FOSF, le maximum est de CHF 5'000.00 par élève et par année scolaire





Congé hebdomadaire et horaires

- Le règlement scolaire règle les congés hebdomadaires (alternances)



Matériel scolaire

Le Conseil communal procure aux enseignants-e-s et aux élèves le matériel scolaire

→ la commune règle les factures





Conseil des parents

Composition et désignation

- 4 à 6 membres, parents d'élèves et nommés par le conseil communal
- Nomination en tenant compte d'une représentation par degré
- Corps enseignant – 1 personne
- Conseillère communale responsable des écoles
- Le responsable d'établissement
- Durée minimale de 3 ans
- Durée maximale de 5 ans



Le Conseil des parents remplace la Commission scolaire.



Accompagnement des devoirs

Art. 127 RLS

- En fonction des besoins, le Conseil communal peut mettre en place des modalités d'accompagnement
- Participation financière des parents de maximal CHF 5.00 par séance et par élève



Cet accompagnement n'a pas été mis sur pied au Pâquier pour l'instant.



Périmètre scolaire

Art. 94 LS et 122 RLS

- Le périmètre est constitué:
 - des bâtiments accueillants les élèves
 - des préaux
 - des places de récréation
- Délimitation de l'aire dans laquelle les élèves sont placés sous la responsabilité de l'école durant le temps scolaire
- Le chemin de l'école **ne fait pas partie** du périmètre scolaire



Tarif des contributions

Le Conseil communal

- édicte un tarif des différentes contributions prévues dans le présent règlement
- dans les limites fixées par ce dernier





Dispositions finales

Art. 16

- L'ancien règlement scolaire est abrogé
- Le présent règlement entre en vigueur dès l'approbation de la DICS



Ce règlement entrera en vigueur dès que l'Assemblée communale et ensuite la DICS l'aura approuvé.

La Présidente remercie Antje Bisaz de ses explications. Elle ouvre la discussion.

Discussions :

M. Patrick Clément demande si l'Assemblée doit approuver l'ensemble du règlement ou si elle le valide point par point.

La Présidente répond que le règlement doit être validé dans son ensemble.

M. Patrick Clément est surpris du dédommagement dû aux parents qui habitent à plus de 2.5 km de l'école. Il estime que si quelqu'un veut habiter à 10 km de l'école, ce n'est pas à la communauté de le financer.

Antje Bisaz répond que ce dédommagement est réglementé de manière précise (base de calcul) par notre commune et que la loi scolaire oblige les communes d'organiser un transport scolaire ou d'accorder ce dédommagement (principe de gratuité de l'école) si aucun transport scolaire n'est organisé.

Mme Patricia Pasquier demande confirmation que ce droit à un dédommagement n'est accordé qu'à des parents qui habitent la commune.

La Présidente confirme que seuls les habitants de la commune ont droit à ce dédommagement.



Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité le nouveau règlement scolaire.

La Syndique remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

Elle donne à nouveau la parole à Antje Bisaz qui profite de ce point de l'ordre du jour pour informer l'Assemblée sur la situation du projet de regroupement scolaire. Elle lit un communiqué qui a été préparé en commun accord avec la commune de Gruyères afin d'assurer une information uniforme et transparente :

"Comme vous le savez, la commune du Pâquier est actuellement au bénéfice d'une autorisation de la DICS (Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport) de maintenir son cercle scolaire jusqu'au 1er Août 2020. Les travaux de rapprochement que la commune du Pâquier mène avec sa voisine, la commune de Gruyères, afin de regrouper les deux cercles en une seule entité vont bon train.

Le groupe de travail œuvre dans l'intérêt des élèves, des enseignants et des communes respectives. Et, à ce jour, comme l'a relevé Lionel Rolle, inspecteur scolaire, les synergies entre les deux écoles vont grandement aider au regroupement. Une étude, que ce dernier a élaborée avec Christophe Dafflon, RE (responsable d'établissement) à Gruyères et au Pâquier, démontre la faisabilité du regroupement à moyen terme. Fort de cet objectif, la commune du Pâquier pourra prolonger son autorisation jusqu'à concrétisation de la fusion.

Une très bonne nouvelle pour le Pâquier.

Le calendrier que nous livre la feuille de route de ce processus confirme que le regroupement se fera par étapes, sans changement pour l'année scolaire 2020-2021.

Il faut souligner que les deux écoles sont modernes, bien dotées en équipements notamment sportifs, et qu'il n'y aura, à ce niveau, pas de changements notables. Une chance pour le regroupement tout comme le fait que les deux écoles partagent le même RE.

Les deux communes sont déterminées à communiquer dans la transparence avec les conseils des parents et les citoyens lorsque des étapes significatives du processus seront effectives.

A ce jour, le groupe de travail ne peut aller au-delà dans l'information, mais il redit sa confiance dans le processus à l'examen des analyses de faisabilité."

La Présidente précise que ce communiqué sera transmis à la presse. Elle demande si l'Assemblée a des questions relatives à celui-ci.

La parole n'est pas demandée.



8. Approbation du nouveau règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires

La Présidente passe immédiatement la parole à Antje Bisaz qui présente les principaux points de ce nouveau règlement à l'aide des diapositives ci-dessous.

Elle rappelle que ce règlement est établi sur la base d'un règlement-type fourni par la DSAS (Direction de la santé et des affaires sociales). Le minimum d'adaptations a été fait afin de correspondre aux besoins de notre commune.



Participation communale aux coûts

- Contrôles et soins dentaires
- Prestations fournies par le service dentaire scolaire ou par un médecin dentiste privé(e) et autorisé(e) en Suisse
- Des enfants en âge de **scolarité obligatoire**
- Pour les enfants dont les parents sont **domiciliés** sur le territoire de la **commune**
- Après déduction des prestations allouées par des tiers, notamment des **assurances**
- Les traitements orthodontiques **sont exclus**



Revenu déterminant

Salariés et rentiers	Indépendants
Revenu annuel net (Code 4.91)	Revenu annuel net (Code 4.91)
+ Primes caisse maladie et accident	+ Primes caisse maladie et accident
+ Primes et cotisations 3 ^e pilier b	+ Primes et cotisations 3 ^e pilier b
+ Primes de la prévoyance 3 ^e pilier a	-
+ Rachats 2 ^e pilier	+ Rachats 2 ^e pilier > CHF 15'000
+ Les intérêts passifs privés > CHF 30'000	+ Les intérêts passifs privés > CHF 30'000
+ Frais d'entretiens d'imob > CHF 15'000	+ Frais d'entretiens d'imob > CHF 15'000
+ 5% de la fortune imposable	+ 5% de la fortune imposable

Pour les personnes imposées à la source

le revenu déterminant correspond à 80 % du revenu brut soumis à l'impôt, augmenté du vingtième de la fortune



Revenu déterminant

N'ont pas droit à une réduction, les personnes ou les familles dont :

- La fortune imposable (code 7.910) excède CHF 250'000
- Les personnes faisant l'objet d'une taxation fiscale d'office

Conformément à la Loi sur l'aide sociale, les éléments concernant le concubin seront pris en compte lorsque le domicile est avéré.



Barème

- En fonction du **nombre d'enfants** et du **revenu déterminant** :

Revenu déterminant											
Nombre d'enfants	< CHF 35'000	CHF 35'000 CHF 40'000	CHF 40'001 CHF 50'000	CHF 45'001 CHF 50'000	CHF 50'001 CHF 55'000	CHF 55'001 CHF 60'000	CHF 60'001 CHF 65'000	CHF 65'001 CHF 70'000	CHF 70'001 CHF 75'000	CHF 75'001 CHF 80'000	> CHF 80'000
1											
2											
3											
4											
5											
> 6											

	Participation de la commune
	100 % pris en charge par la commune
	80 % pris en charge par la commune
	60 % pris en charge par la commune
	40 % pris en charge par la commune
	20 % pris en charge par la commune
	0 % pris en charge par la commune

Ce règlement entrera en vigueur dès que l'Assemblée communale et ensuite la DSAS l'aura approuvé.

La Présidente ouvre la discussion. Elle communique que le règlement et les tableaux, comme tous les autres règlements, seront mis sur le site internet communal une fois approuvés par la DSAS.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 45 oui, 0 non et 4 abstentions le nouveau règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires.

La Syndique remercie l'Assemblée.

9. Approbation des nouveaux statuts de l'ARG (Association Régionale de la Gruyère)

La Présidente passe la parole à Nicolas Gremaud qui présente ces nouveaux statuts à l'aide du message suivant :

"Le Fonds régional d'investissement de l'Association Régionale la Gruyère ARG a été créé en 1997 avec une alimentation prévue jusqu'en 2020 pour faire face aux projets d'intérêt régional. Parallèlement à ce Fonds, une contribution de fonctionnement pour l'administration de l'ARG est perçue annuellement auprès des communes membres."



Tenant compte des investissements réalisés par le Fonds depuis la création de l'ARG et des nouvelles tâches dévolues à la Région et à l'administration de l'ARG, une modification de la quotité de financement des contributions d'investissement et de fonctionnement s'avère nécessaire.

L'ARG dispose d'un compte de fonctionnement et d'un Fonds régional d'investissement. Selon l'article 21 des statuts en vigueur, le Fonds régional est aujourd'hui alimenté à hauteur de Fr. 1'000'000.-- par année. Cette contribution est toutefois limitée jusqu'en 2020. Parallèlement à ce Fonds, l'ARG encaisse une contribution de Fr. 4.50/habitant (hors pondération) pour ses frais de fonctionnement, soit un montant annuel d'environ Fr. 250'000.--/an. Or, ces dernières années, les coûts de fonctionnement se sont élevés à environ Fr. 320'000.--/an, en raison de l'augmentation des tâches aujourd'hui dévolues à la Région. La différence a été prise en charge par le Fonds régional d'investissement dès l'exercice 2018. Afin de pouvoir continuer à répondre aux besoins de l'Association, les organes de l'ARG ont mené des réflexions et étudié plusieurs variantes. Dans ce cadre, il a été retenu que les besoins futurs en termes de financement de travaux d'intérêt régional / infrastructures devraient être moins importants que ceux investis jusqu'à aujourd'hui. En revanche, le budget de fonctionnement doit répondre aux nouveaux besoins de la Région, notamment en lien avec le suivi du Plan directeur régional impliquant l'engagement d'un chef de projet en aménagement du territoire. La solution ainsi retenue consiste à ne pas augmenter le montant total (soit Fr. 1'250'000.--) des contributions annuelles ordinaires d'investissement et de fonctionnement, versé chaque année par les communes, mais de le répartir différemment comme suit :

- Fonds régional d'investissement : diminution de la contribution annuelle ordinaire de Fr. 1'000'000.-- à Fr. 750'000.-- ;

- Contribution annuelle de fonctionnement : augmentation de la contribution de Fr. 4.50/habitant (soit Fr. 250'000.-- hors pondération) à Fr. 9.--/habitant (soit Fr. 500'000.-- hors pondération) dès le budget 2021.

Afin de disposer d'une alimentation pérenne dudit Fonds, il est prévu de limiter la contribution annuelle ordinaire au Fonds régional d'investissement sur une période de trois législatures, soit jusqu'en 2036.

L'entrée en vigueur des statuts modifiés, en particulier de l'article 21, est fixée au 01.01.2021.

En résumé, Nicolas Gremaud communique que cela ne change rien à la contribution communale à l'ARG, il s'agit d'un transfert.

La Présidente ouvre la discussion.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

<p><u>Décision :</u> l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les nouveaux statuts de l'ARG (Association Régionale de la Gruyère).</p>

La Syndique remercie l'Assemblée.



10. Approbation des statuts de « Option Gruyère » (Association intercommunale pour la culture, l'enfance et la jeunesse en Gruyère)

Pour cette présentation, la Présidente communique que le Conseil communal a fait appel à une personne qui a œuvré à la préparation de ce projet afin qu'il puisse informer l'Assemblée au mieux sur son contenu, ses objectifs et surtout sur les conséquences financières pour la commune. Elle a le plaisir d'accueillir M. Emmanuel Dayer à qui elle souhaite une cordiale bienvenue au Pâquier. Elle lui cède la parole. M. E. Dayer présente "Option Gruyère" :

Option Gruyère

Option Gruyère est le signal d'une dynamique régionale. Avec la culture, l'enfance et la jeunesse comme ambassadrices, elle ambitionne la création et la valorisation de réseaux à l'échelle de ses régions, du district et du canton.

Un(e) coordinateur(trice) régional(e) aura la mission de réunir, de fédérer et de tisser des liens avec des partenaires multiples, dont les milieux de l'économie et du tourisme. Une vision globale, une planification régionale, des ressources complémentaires, des échanges de compétences et des idées novatrices qui profilent la Gruyère comme un pôle régional. Option Gruyère existe par et avec chacune des communes qui contribuent à faire la Gruyère en apportant ses spécificités, sa diversité et son expérience.

La portée de l'association est multiple et touche l'ensemble de la population avec l'enfance, la jeunesse et la culture ; des secteurs qu'il n'est pas toujours évident de quantifier ou d'évaluer, et qui sont pourtant primordiaux dans notre société. Investir pour l'enfance et la jeunesse rapporte, investir pour la culture rapporte également.

L'enfance, la jeunesse et la culture sont des liants. Les réunir en une association intercommunale est une évidence à l'heure où on va leur confier non seulement la Gruyère et le monde de demain, mais également la responsabilité des moyens à évaluer, redéfinir et mettre en oeuvre pour y parvenir. La culture est un ferment, celle de notre éducation, de notre mode de penser et de fonctionner, d'interagir et d'assurer le bien-être commun. Dans notre société multiculturelle et intergénérationnelle, c'est une chance unique, l'option à ne pas manquer.

La régionalisation

La régionalisation incarne la mise en place d'un réseau d'échanges et de synergies efficace. Se retrouver pour planifier, organiser ou échanger fait émerger des préoccupations et des intérêts multiples et communs. Pour y parvenir, quelques axes sont proposés :

- développer le sentiment d'appartenance à une région et fédérer autour d'une identité forte;
- collaborer, développer, échanger et partager entre partenaires;
- coopérer entre différents secteurs (économie, tourisme, sport, social, ...);
- faciliter l'accès à la culture et sa diffusion;
- impliquer l'enfance et la jeunesse dans les réflexions de société;
- communiquer.



Des exemples de régionalisation

- www.bulledeculture.ch un agenda régional en ligne
- www.labilletterie.ch une billetterie régionale en ligne
- Fonds culturel Riviera ; 10 communes, env. 80'000 h
- Contribution 2018, CHF 3'740'000.--, soit CHF 46,50/h
- Région de Nyon ; 42 communes, env. 100'000 h
- Mobilité / Territoire / Environnement / Économie / Tourisme / Culture / Sport
- Budget 2019, CHF 11'248'947.-- dont CHF 625'786.-- pour la culture (5,5%)
- Région Yverdon-les-Bains ; processus en cours
- Prix culturel régional, agenda régional EMOI.CH

Des chiffres indicatifs

- L'État de Fribourg ; 7 districts, 318'514 habitants
- Contribution 2018 pour la culture, CHF 4'050'000.--
- 85% pour la création, 15% pour les animations culturelles
- L'Agglo Fribourg ; 10 communes, env. 80'000 habitants
- Contribution 2018 pour la culture, CHF 2'329'900.--
- La Loterie Romande ; organe de répartition Fribourg
- Contribution 2018 pour la culture, CHF 7'623'991.--

L'enfance et la jeunesse

Option Gruyère identifie les défis en matière d'enfance et de jeunesse en concertation avec les communes du district et développe une politique de l'enfance et de la jeunesse dans sa globalité, en conformité avec les enjeux actuels.

Elle soutient la création de projets favorisant l'engagement social, l'intégration, l'insertion professionnelle et la participation civique des enfants et des jeunes. Tout en les considérant comme des acteurs capables de s'engager et de s'exprimer sur les sujets qui les concernent, elle promeut pour et avec eux un cadre de vie épanouissant et stimulant afin qu'ils deviennent des citoyens autonomes et responsables.

Une mesure proposée, FriTime – www.fritime.ch

Option Gruyère apporte un soutien aux communes en amenant des solutions régionales liées à la jeunesse. Des programmes du type FriTime peuvent être développés en régions, avec l'impulsion et le soutien de professionnels. L'association est complémentaire aux actions des communes, autant que partenaire des Sociétés des Jeunesses et du futur Conseil des jeunes. FriTime est un excellent moyen pour :

- mettre sur pied des activités ouvertes et gratuites impliquant le tissu associatif local;
- mettre à disposition des espaces de rencontre (salles de sport, salles communales, ...);
- élaborer un calendrier d'activités;
- bénéficier de l'octroi d'une subvention cantonale;
- offrir des activités ouvertes et des possibilités de découvertes aux jeunes;
- créer une vitrine pour les sociétés locales et favoriser les synergies entre elles;



- valoriser le bénévolat et l'engagement social;
- diminuer le zonage.

Dans le canton, FriTime est présent à Belfaux, Belmont-Broye, Bulle, Châtonnaye, Cugy, Gibloux, Hauterive, Kerzers-Chiètres, Le Glèbe, Marly, Matran, Mézières, Montagny, Murten-Morat, Neyruz, Schmiten, Ursy et Villars-sur-Glâne.

L'accueil extrafamilial de jour

Option Gruyère est fondamentale pour assurer l'élaboration et l'harmonisation de la politique tarifaire pour les structures d'accueil extrafamilial de jour (crèches) conformément aux dispositions légales, notamment la Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour du 9 juin 2011 (LStE) et son Règlement d'exécution. Cette nouvelle base juridique permet aux communes de ne pas porter seules la gestion de ce dossier complexe. Ses apports, essentiels, sont :

- harmonisation des conditions de subventionnement;
- grille de référence unique pour l'ensemble des crèches de toutes les communes;
- libre choix des structures pour tous les parents;
- règlement intercommunal relatif aux subventions communales des structures d'accueil extrafamilial de jour;
- règlement de portée générale porté par une association intercommunale (obligation).

Quelques chiffres

La population du district de la Gruyère est jeune ; 23% environ des habitants a moins de 20 ans et 51% moins de 40 ans.

Le Service de la jeunesse de Bulle est la seule structure communale en Gruyère. En 2019, son budget est de CHF 730'000.--.

Un sondage effectué auprès des communes de la Gruyère en automne 2019 a relevé que celles-ci souhaitent des lieux de rencontre (52%) et plus de coordination (20%).

La mission d'Option Gruyère n'est pas d'augmenter les moyens de Bulle, à la fois chef-lieu et centrefort, mais bien de développer en parallèle des apports dans les régions. L'expérience et les compétences du centre sont une richesse et un atout qui profiteront aux communes dans les programmes à mettre en place.

La culture

La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.

Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982.

Une politique culturelle peut être considérée comme l'ensemble des ressources et des mesures que se donne une collectivité publique pour concrétiser des objectifs d'impacts donnés en matière de



développement culturel durable. De nos jours, les synergies entre les politiques publiques sont de plus en plus encouragées. Des collaborations entre dicastères (formation, social, enfance et jeunesse, santé, infrastructures, tourisme, économie) sont vivement recommandées de manière à proposer une approche intégrée de la culture.

Les moyens

- Favoriser la culture professionnelle en Gruyère et sa diffusion.
- Favoriser des projets d'envergure régionale.
- Favoriser les réseaux, les liens entre partenaires et les échanges de compétences.
- Créer des synergies avec l'économie et le tourisme.
- Trouver des financements complémentaires par les fonds régionaux pour la culture, l'enfance et la jeunesse.
- Travailler en concertation avec les communes et en complémentarité avec elles.
- Impliquer la population dans les projets et dynamiser la médiation culturelle et les actions participatives au sein des institutions.
- Engager un·e coordinateur·trice régional·e pour initier, coordonner et entretenir une vision et une dynamique en Gruyère.

Quelques pistes

- Des projets artistiques ; des créations en lien avec des lieux, la nature, des éléments du patrimoine bâti ou naturel, ...
- Des lieux pour les artistes et les publics ; des résidences d'artistes pour créer et/ou exposer, des espaces alternatifs d'expression, des centres interactifs de médiation, ...
- Un encouragement aux artistes ; une Artothèque (achats d'oeuvres) pour valoriser le travail des artistes et le mettre à la disposition du public par des prêts, ...
- Un pôle culturel régional ; les arts de la rue (théâtre, danse, mime, cirque, musique) ou le street art par exemple.
- L'accès à la culture ; pour les publics, les populations, par l'intégration, la mixité, l'urbanisation, le développement durable, la digitalisation (applications, services online, jeux, ...).

Des impacts

- Développement à long terme de la création artistique régionale.
- Démocratie et participation culturelle, diversité culturelle et cohésion sociale, augmentation du niveau de satisfaction de la population.
- Connexions (inter)nationales et échanges.
- Attractivité touristique et marketing urbain, dynamique économique et créative.

Patrimoine et traditions vivantes

- Valoriser la richesse et la diversité des traditions vivantes en leur donnant un nouveau souffle.
- Entretenir le patrimoine musical populaire des chœurs et des fanfares pour les intégrer dans une vision contemporaine et créatrice.
- Développer des pistes novatrices pour diffuser et présenter les musiques.



- Évaluer le patrimoine bâti, ancien ou contemporain, et imaginer des synergies entre les propriétaires, les utilisateurs et les publics pour le valoriser.
- Se réapproprier un imaginaire gruérien et ses représentations.
- Porter un regard ludique et détaché sur ce qui nous entoure.

Une association intercommunale

Option Gruyère pose un cadre pour définir les politiques régionales pour la culture, de l'enfance et de la jeunesse. Elle organise la gouvernance culturelle régionale et la mise en place de critères. Elle assure une base juridique pour asseoir la politique tarifaire pour les structures d'accueil extrafamilial de jour et son Règlement d'application. Elle assure la coordination régionale pour répondre aux exigences légales envers les communes. Un·e coordinateur·trice régional·e assure une vision globale en lien avec les divers intervenants.

Les buts

- planification et organisation des politiques régionales pour la culture, de l'enfance et de la jeunesse;
- communication et diffusion des activités régionales;
- création de réseaux entre partenaires;
- coordination de la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements;
- soutien à la création artistique professionnelle régionale et sa diffusion;
- soutien aux projets et événements culturels d'importance régionale, dont la Saison culturelle CO2;
- soutien aux projets et activités de l'enfance et de la jeunesse;
- élaboration et harmonisation de la politique tarifaire de l'accueil extrafamilial de jour;
- coordination des activités des associations ou collectivités actives dans les domaines de la culture, de l'enfance et de la jeunesse.

Les organes

- Assemblée des délégués;
- Comité de direction;
- Commission pour la culture;
- Commission de l'enfance et de la jeunesse;
- Commission financière.

Les statuts

Après la présentation aux communes le 11 septembre 2019 à Bulle, les statuts ont été ajustés en prévision de l'introduction au 1er janvier 2021 de la nouvelle loi sur les finances communales. Les principaux ajouts sont la Commission financière dans les organes de l'association, rendue obligatoire, et la nomination d'un·e administrateur·trice des finances ; ce poste pourra être assuré par le·la coordinateur·trice régional·e, sans surcharge pour la structure. Un autre complément est l'inscription de la contribution annuelle globale de CHF 10.- par habitant la première année, selon le souhait exprimé par la majorité des communes sondées en octobre 2019.



Le cadre budgétaire

Option Gruyère investit pour l'avenir. Elle tisse des réseaux pour impliquer financièrement et stratégiquement des partenaires politiques, des institutions publiques ou privées, l'économie, le tourisme et des particuliers. Elle adapte ses moyens en fonction des besoins évalués dans le cadre de ses politiques régionales pour la culture, de l'enfance et de la jeunesse. Elle confie à la culture, à l'enfance et à la jeunesse un rôle moteur dans les processus d'intégration et d'échanges intergénérationnels à l'échelle du district. Elle positionne la Gruyère comme une entité forte à l'échelle du canton.

La contribution annuelle

La contribution annuelle globale est de CHF 10.- par habitant la première année. Elle peut être adaptée jusqu'à concurrence de CHF 20.- par habitant au maximum. La contribution annuelle est répartie entre les communes membres à raison de 25% au prorata de la population légale et de 75% au prorata de la population pondérée par l'indice de potentiel fiscal. La participation communale de Le Pâquier serait donc, aujourd'hui, de CHF 11'707.-- au lieu des CHF 4'200.-- actuels.

Dans un premier temps, Bulle maintient sa contribution annuelle au niveau de celle octroyée actuellement à l'Association CO2 ; Option Gruyère bénéficie ainsi d'un apport complémentaire de CHF 50'000.- environ.

La première enveloppe budgétaire d'Option Gruyère sera de CHF 610'000.- environ.

L'Association CO2

L'Association CO2 se maintient sous sa forme actuelle et poursuit sa mission de programmation et d'organisation des spectacles de la Saison culturelle CO2.

Les statuts de l'association sont révisés et adaptés. Le comité de l'association est renouvelé ; il n'est plus composé principalement de représentants politiques désignés. Le changement est effectif avec l'entrée en vigueur d'Option Gruyère. L'Association CO2 bénéficie du soutien financier, entres autres partenaires, d'Option Gruyère.

Après cette présentation de M. E. Dayer, la Présidente ouvre la discussion.

Discussion :

M. Marcel Pasquier demande si les sociétés de jeunes existantes seront approchées par Option Gruyère.

M. E. Dayer répond que l'Association a envie de travailler avec elles et il est important qu'elles soient impliquées dans le processus. Les sociétés de jeunesse devront être représentées dans l'Assemblée des délégués, ceci est essentiel.

M. Philippe Pittet demande une explication sur les relais politiques (Conseil des jeunes) qui ont été évoqués dans la présentation. Il rapporte qu'il habitait une grande ville où ce genre d'association était rapidement dirigé par la politique...

M. E. Dayer répond que l'Association sera apolitique. Le but est d'avoir une vision très globale d'une région grâce à la diversité des représentants au sein de l'Association (fédération des sociétés de jeunesse, etc).



M. Patrick Clément demande quel sera le regard de la (des) commune(s) sur la conduite de l'association.

M. E. Dayer répond que c'est l'Assemblée des délégués qui dirige l'Association. Cette Assemblée des délégués est composée de représentants des communes qui prennent les décisions et décident des budgets.

La Présidente insiste sur le fait qu'il faut que l'Association parte de la base pour mener ses actions et qu'elle n'impose pas tout depuis le haut (hiérarchie).

M. E. Dayer va dans le même sens en répétant que le but de l'Association n'est pas d'écraser ce qui se fait dans les communes.

La Syndique remercie M. Dayer pour les informations très complètes qu'il a dispensées sur ce projet. Elle rappelle que les statuts de l'Association entreraient en vigueur le 01.01.2021 si toutes les communes du district les acceptent.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 44 oui, 0 non et 5 abstentions les statuts de « Option Gruyère » (Association intercommunale pour la culture, l'enfance et la jeunesse en Gruyère).

La Syndique remercie l'Assemblée et souhaite bon vent à cette Association.

11. Divers

Edilité :

La Présidente explique que pour faire face à l'augmentation du travail en lien avec la démographie, le service de l'édilité doit adapter son effectif de personnel. Elle passe la parole à Eduardo Eguizabal, responsable de l'édilité, pour apporter son point de vue sur cette situation. Eduardo Eguizabal adresse le message suivant à l'Assemblée :

"Sylvain, Pierre-Charles, Markus. Trois prénoms... une équipe.

Jour après jour, vous les croisez... concierges, plombiers, maçons, ébénistes, serruriers, mécaniciens, peintres, bricoleurs, déneigeurs, fontainiers, charpentiers, machinistes, jardiniers, soudeurs... mais avant tout touche-à tout, curieux, novateurs, intéressés.

Polyvalents, souriants, souples et serviables, ils sont bien visibles aux bords des routes ou cachés au fond des réservoirs. Ils vous accueillent à la déchetterie, à la salle polyvalente, sur la place de jeux ou à l'école. Ils parcourent la commune en long et en large à la recherche d'une fuite d'eau au plus profond de la nuit quand on entend l'eau couler, ils ouvrent les routes au petit matin, ils entretiennent les chalets d'alpage et ils sont disponibles les samedis ou dimanches en cas d'urgence.



Depuis quelques années, l'évolution de notre commune est bien visible. Ces changements ont été nécessaires et perceptibles auprès de notre équipe administrative.

Les grues de construction ont émaillé notre paysage, le village s'est considérablement agrandi et notre trio est resté toujours le même. Les tâches sont devenues plus complexes, les exigences plus professionnelles et notre trio est resté toujours le même. Si l'un d'eux est absent, la mécanique est boiteuse.

Le service de l'eau potable est devenu aujourd'hui, avec les exigences mises en place par les autorités de contrôle, un poste à 80%. Certaines autres tâches doivent être externalisées non pas faute de compétence mais par manque de temps. Les heures supplémentaires ont une fâcheuse tendance à s'accumuler et certains travaux ne peuvent pas être faits avec la régularité souhaitée.

Afin de mieux répartir le travail à faire, il est temps de renforcer le groupe avec l'engagement d'un nouvel employé communal à plein temps. Un poste sera donc mis au concours dans les prochaines semaines pour un engagement dès le mois de janvier 2021."

La Présidente remercie Eduardo Eguizabal pour ses explications données ici à titre informatif.

La Présidente donne la parole à l'Assemblée :

La parole n'est pas demandée.

Remerciements :

Enfin, avant de clore cette assemblée communale, la Présidente adresse encore un grand MERCI aux employés de l'administration que sont M. Duriaux, notre secrétaire général, Mesdames Janick Vega, Fanny Mollet, Catherine Beaud et depuis février 2020, Madame Mélanie Marcuet qui a remplacé Elsa Gamboni. C'est à elle qu'est revenue une part de la responsabilité d'organiser cette assemblée (convocation, préparation des slides...). Cette équipe sera encore rejointe le 17.08.2020 par une apprentie en la personne de Madame Maya Perroud.

Par leur engagement remarquable, tous se sont fortement impliqués pour leurs tâches. Ils ont apporté un soutien sans faille et toujours plein de bonne volonté aux demandes des Conseillères et Conseillers, de la Syndique mais aussi aux citoyennes et citoyens qui ont recours à l'administration pour divers services. La Présidente a énormément apprécié toutes leurs qualités, leur esprit ouvert et positif, leur solide soutien et leur façon tellement positive de collaborer. C'est ce que j'appelle une collaboration heureuse !

Je remercie également les employés de l'édilité qui effectuent avec le plus grand soin l'entretien des infrastructures communales. A Markus Häseli, un merci particulier pour la préparation de la salle ce soir.

Un merci aussi aux trois employées de l'AES qui, par leur professionnalisme, offrent un accueil de qualité à chaque enfant.

Toutes et tous, sans distinction, contribuent à garantir des prestations de qualité à nos citoyens.

La Présidente demande à l'Assemblée de les applaudir chaleureusement pour leur engagement.



Eduardo Eguizábal remercie également les auxiliaires de la déchetterie (Karim, Simon, Cantin, Diogo et Martin) qui ont œuvré de manière très professionnelle en cette période difficile de Covid-19. Il demande également à l'Assemblée de les applaudir.

Avant de clore cette assemblée, la Présidente est au regret d'annoncer que, pour des raisons de sécurité liées au Covid-19, aucun apéritif n'est organisé après l'assemblée. Elle estime que nous nous devons de rester vigilants et de nous tenir prêts à une recrudescence du virus qui reste actif.

Son message : *"Prenez bien soin de vous, de vos proches et vivons dans la bienveillance pour que la vie soit belle au Pâquier !"*

Elle souhaite à tous une bonne rentrée et une bonne fin de soirée.

La Présidente clôt l'assemblée, il est 22h15.

Le Pâquier, le 22 juillet 2020

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Syndique :


Antoinette Badoud



Le Secrétaire général :


Jean-Claude Duriaux